

N° 6227**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2010-2011

PROJET DE LOI

concernant les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions et portant transposition de la directive 2009/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 77/91/CEE, 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil ainsi que la directive 2005/56/CE en ce qui concerne les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions

* * *

*(Dépôt: le 14.12.2010)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (8.12.2010).....	2
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs	6
4) Commentaire des articles	7
5) Tableau de correspondance	10
6) Directive 2009/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 77/91/CEE, 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil ainsi que la directive 2005/56/CE en ce qui concerne les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions	13

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre de la Justice est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi concernant les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions et portant transposition de la directive 2009/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 77/91/CEE, 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil ainsi que la directive 2005/56/CE en ce qui concerne les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions.

Palais de Luxembourg, le 8 décembre 2010

Le Ministre de la Justice,
François BILTGEN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.– *Modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales*

La loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales est modifiée comme suit:

- (1) L'article 264 est complété par un 2^{ème} alinéa dont la teneur est la suivante:

„Aux fins du premier alinéa, b), l'article 267, paragraphes (2), (3) et (4), est applicable.“
- (2) L'article 265 est modifié comme suit:

„(1) Les organes d'administration ou de direction de chacune des sociétés qui fusionnent établissent un rapport écrit détaillé à l'intention des associés expliquant et justifiant du point de vue juridique et économique le projet commun de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions ou parts.

Le rapport indique en outre les difficultés particulières d'évaluation s'il en existe.

En cas de fusion transfrontalière, le rapport est mis à la disposition des associés et des représentants du personnel ou, s'il n'en existe pas, des salariés eux-mêmes au plus tard un mois avant la date de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet commun de fusion. Le rapport explique les conséquences de cette fusion pour les associés, les créanciers et les salariés. Si l'organe de direction ou d'administration de l'une ou de l'autre des sociétés qui fusionnent reçoit à temps un avis émis par les représentants de ses salariés, cet avis est annexé au rapport.

(2) Les organes d'administration ou de direction de chacune des sociétés concernées informent leur assemblée générale respective, ainsi que les organes d'administration ou de direction des autres sociétés concernées pour qu'ils puissent informer leur assemblée générale respective, de toute modification importante de l'actif et du passif qui a eu lieu entre la date de l'établissement du projet commun de fusion et la date de réunion des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet commun de fusion.

(3) Toutefois, le rapport visé au paragraphe (1) et les informations visées au paragraphe (2), ne sont pas requis si tous les associés et les porteurs des autres titres conférant un droit de vote de chacune des sociétés participant à la fusion en ont décidé ainsi.“
- (3) Le paragraphe (3) de l'article 266 est modifié comme suit:

„(3) Les règles prévues à l'article 26-1 paragraphes (2) à (4) ne s'appliquent pas lorsqu'un rapport d'expert sur le projet commun de fusion est établi.“

- (4) L'article 267 est modifié comme suit:

Les points c) et d) du paragraphe (1) sont modifiés comme suit:

„c) le cas échéant, un état comptable arrêté à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédant la date du projet commun de fusion au cas où les derniers comptes annuels se rapportent à un exercice dont la fin est antérieure de plus de six mois à cette date;“

„d) le cas échéant, les rapports des organes d'administration ou de direction des sociétés qui fusionnent mentionnés à l'article 265;“

Le paragraphe (1) est complété par un 2ème alinéa dont la teneur est la suivante:

„Aux fins du premier alinéa, c), un état comptable n'est pas requis si la société publie un rapport financier semestriel conformément à l'article 4 de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières, et le met à la disposition des associés conformément au présent paragraphe, ou si tous les associés et les porteurs des autres titres conférant un droit de vote de chacune des sociétés participant à la fusion en sont ainsi convenus.“

Le paragraphe (3) est complété par un 2ème alinéa dont la teneur est la suivante:

„Lorsqu'un associé a consenti à l'utilisation, par la société, de moyens électroniques pour la communication des informations, les copies peuvent être fournies par courrier électronique.“

Un nouveau paragraphe (4) est ajouté dont la teneur est la suivante:

„(4) Une société est dispensée de l'obligation de mettre à disposition les documents visés au paragraphe (1) à son siège social si, pendant une période continue commençant un mois au moins avant le jour fixé pour la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet commun de fusion et ne s'achevant pas avant la fin de cette assemblée, elle les met à disposition sur son site internet.“

Le paragraphe (3) ne s'applique pas si le site internet donne aux associés, pendant toute la période visée au premier alinéa du présent paragraphe, la possibilité de télécharger et d'imprimer les documents visés au paragraphe (1). Toutefois, dans ce cas, la société doit mettre à disposition ces documents à son siège social, où ils pourront être consultés par les associés.“

- (5) L'article 268, paragraphe (1) est modifié comme suit:

„(1) Les créanciers des sociétés qui fusionnent, dont la créance est antérieure à la date de la publication des actes constatant la fusion prévue à l'article 273 peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la société débitrice a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où ils peuvent démontrer, de manière crédible, que la fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que la société ne leur a pas fourni de garanties adéquates. Le président rejette cette demande, si le créancier dispose de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu de la situation financière de la société après la fusion. La société débitrice peut écarter cette demande en payant le créancier même si la créance est à terme.“

Si la sûreté n'est pas fournie dans le délai fixé, la créance devient immédiatement exigible.“

- (6) Le paragraphe (4) de l'article 277 est modifié comme suit:

„(4) Les règles prévues à l'article 26-1 paragraphes (2) à (4) ne s'appliquent pas lorsqu'un rapport d'expert sur le projet commun de fusion est établi.“

- (7) L'article 279 est modifié comme suit:

Au paragraphe (1), la 2e phrase du point b) est supprimée.

Le paragraphe (1) est complété par un 2ème alinéa dont la teneur est la suivante:

„Aux fins du premier alinéa, b), l'article 267, paragraphes (2), (3) et (4) est applicable.“

- (8) L'article 281 est modifié comme suit:

„(1) Lorsqu'une fusion par absorption est effectuée par une société qui détient au moins 90%, mais pas la totalité des actions, parts et autres titres conférant un droit de vote aux assemblées

générales de la ou des sociétés absorbées, l'approbation de la fusion par l'assemblée générale de la société absorbante n'est pas nécessaire si les conditions suivantes sont remplies:

- a) la publicité prescrite à l'article 262 est faite, pour la société absorbante, un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale de la ou des sociétés absorbées appelée à se prononcer sur le projet commun de fusion;

Les dispositions du présent point a) ne sont pas applicables aux fusions transfrontalières de sociétés.

- b) tous les associés de la société absorbante ont le droit, un mois au moins avant la date indiquée sous a) de prendre connaissance des documents indiqués à l'article 267 paragraphe (1) a) et b), et le cas échéant, à l'article 267, paragraphe (1), c), d), et e), au siège social de la société.

- c) l'article 264 c) s'applique.

Aux fins du premier alinéa, b), l'article 267, paragraphes (2), (3) et (4) est applicable.

(2) Lorsqu'une fusion transfrontalière par absorption est réalisée par une société qui détient au moins 90%, mais pas la totalité des actions, parts et autres titres conférant un droit de vote aux assemblées générales de la société ou des sociétés absorbées, les rapports d'un ou des experts indépendants et les documents nécessaires pour le contrôle sont exigés uniquement dans la mesure où ils sont requis par la législation nationale dont relève la société absorbante ou par la législation nationale dont relèvent la ou les sociétés absorbées."

- (9) L'article 292 est complété par un 2ème alinéa dont la teneur est la suivante:

„Aux fins du premier alinéa, b), l'article 295, paragraphes (2), (3) et (4), est applicable.“

- (10) Le paragraphe (3) de l'article 294 est modifié comme suit:

„(3) Les règles prévues à l'article 26-1, paragraphes (2) à (4) ne s'appliquent pas lorsqu'un rapport d'expert sur le projet de scission est établi.“

- (11) L'article 295 est modifié comme suit:

Les points c) et d) du paragraphe (1) sont modifiés comme suit:

„c) le cas échéant, un état comptable arrêté à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédant la date du projet de scission au cas où les derniers comptes annuels se rapportent à un exercice dont la fin est antérieure de plus de six mois à cette date;“

„d) le cas échéant, les rapports des organes de gestion des sociétés participant à la scission, mentionnés à l'article 293, paragraphe (1).“

Le paragraphe (1) est complété par un 2ème alinéa dont la teneur est la suivante:

„Aux fins du premier alinéa, c), un état comptable n'est pas requis si la société publie un rapport financier semestriel conformément à l'article 4 de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières, et le met à la disposition des associés conformément au présent paragraphe.“

Le paragraphe (3) est complété par un 2ème alinéa dont la teneur est la suivante:

„Lorsqu'un associé a consenti à l'utilisation, par la société, de moyens électroniques pour la communication des informations, les copies peuvent être fournies par courrier électronique.“

Un nouveau paragraphe (4) est ajouté dont la teneur est la suivante:

„(4) Une société est dispensée de l'obligation de mettre à disposition les documents visés au paragraphe (1) à son siège social si, pendant une période continue commençant un mois au moins avant le jour fixé pour la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de scission et ne s'achevant pas avant la fin de cette assemblée, elle les met à disposition sur son site internet.

Le paragraphe (3) ne s'applique pas si le site internet donne aux associés, pendant toute la période visée au premier alinéa du présent paragraphe, la possibilité de télécharger et d'imprimer les documents visés au paragraphe (1). Toutefois, dans ce cas, la société doit mettre à disposition ces documents à son siège social, où ils pourront être consultés par les associés.“

- (12) L'article 297, paragraphe (1) est modifié comme suit:

„(1) Les créanciers des sociétés participant à la scission, dont la créance est antérieure à la date de publication des actes constatant la scission prévue à l'article 302 peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la société débitrice a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues au cas où ils peuvent démontrer, de manière crédible, que la scission constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que la société ne leur a pas fourni de garanties adéquates. La demande est rejetée si le créancier dispose de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu de la situation financière des sociétés participant à la scission. La société débitrice peut écarter cette demande en payant le créancier même si la créance est à terme.

Si la sûreté n'est pas fournie dans le délai fixé, la créance devient immédiatement exigible.“

(13) L'article 306 est modifié comme suit:

„Sans préjudice de l'article 292, lorsque les sociétés bénéficiaires sont, dans leur ensemble, titulaires de toutes les actions ou parts de la société scindée et des autres titres de celle-ci conférant un droit de vote dans l'assemblée générale, l'approbation de la scission par l'assemblée générale, conformément à l'article 291 paragraphe (1), de la société scindée n'est pas nécessaire si les conditions suivantes sont remplies:

- a) la publicité prescrite à l'article 290 est faite pour chacune des sociétés participant à l'opération, un mois au moins avant que l'opération ne prenne effet entre parties;
- b) tous les associés des sociétés participant à l'opération ont le droit, un mois au moins avant que l'opération ne prenne effet entre parties de prendre connaissance, au siège social de leur société, des documents indiqués à l'article 295 paragraphe (1);
- c) à défaut d'une convocation de l'assemblée générale de la société scindée appelée à se prononcer sur l'approbation de la scission, l'information visée à l'article 293 paragraphe (3) concerne toute modification importante du patrimoine actif et passif intervenue après la date de l'établissement du projet de scission.

Aux fins du premier alinéa, b), l'article 295, paragraphes (2), (3) et (4), ainsi que l'article 296 sont applicables.“

(14) L'article 307 est modifié comme suit:

Les paragraphes (4) et (5) sont modifiés comme suit:

„(4) Les règles prévues à l'article 26-1, paragraphes (2) à (4) ne s'appliquent pas lorsqu'un rapport d'expert sur le projet de scission est établi.“

„(5) Les règles prévues aux articles 293, 294 et 295, paragraphe (1), c), d), et e), ne s'appliquent pas à la constitution des nouvelles sociétés lorsque les actions ou parts de chacune des nouvelles sociétés sont attribuées aux associés de la société scindée proportionnellement à leurs droits dans le capital de cette société.“

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi a pour objet de transposer la directive 2009/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 77/91/CEE (ci-après la „2e directive“), 78/855/CE (ci-après la „3e directive“) et 82/891/CEE (ci-après la „6e directive“) du Conseil ainsi que la directive 2005/56/CE en ce qui concerne les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions (ci-après la directive 2009/109/CE)¹.

La directive 2009/109/CE a pour objectif de réduire les charges administratives pesant sur les sociétés en allégeant leurs obligations d'information et de publicité en cas de fusions ou de scissions.

En premier lieu, la directive 2009/109/CE propose – ce que le projet de loi reprend – une extension aux scissions de l'option prévue initialement par la 3e directive permettant de ne pas appliquer en cas de constitution de nouvelle société ou d'augmentation de capital dans le cadre de l'opération de fusion/scission, les règles relatives à la vérification des apports autres qu'en numéraire. Les nouvelles dispositions précisent cependant que cette dispense n'est possible que si un rapport sur le projet de fusion ou de scission est établi par un expert indépendant.

La directive 2009/109/CE prévoit également une extension aux scissions de l'option proposant l'exemption du rapport relatif aux apports autres qu'en numéraire, en cas d'offre publique d'achat ou d'échange d'actions. Il a été estimé approprié de ne pas régler cette question dans le cadre du présent projet de loi qui se limite à une modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Ensuite, la directive 2009/109/CE permet aux Etats membres d'assurer la publicité des projets de fusion ou de scission et d'autres documents qui doivent être à cette occasion mis à la disposition des associés et des créanciers, soit au moyen du site internet des sociétés ou d'autres sites internet, soit au moyen de la plate-forme électronique centrale visée à l'article 3, paragraphe (4), de la directive 68/151/CEE. Dans le souci de garantir un régime d'information uniforme et adéquat des associés et des créanciers, le choix a été pris d'opter pour la publication par voie d'une plate-forme centrale unique, c'est-à-dire via le Mémorial C, ceci en raison de son caractère d'organe de publication public et officiel.

Toujours dans un souci de simplification, la directive 2009/109/CE n'impose plus l'obligation de dresser un état comptable intérimaire lorsque la société, dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé, a publié un rapport financier semestriel. Cette mesure permet d'éviter une duplication des rapports sur l'état comptable des sociétés cotées, et par conséquent, de limiter leurs frais.

Finalement, lorsque l'opération de fusion ou de scission concerne des sociétés mères et leurs filiales, la directive 2009/109/CE prévoit désormais pour les Etats membres l'obligation (alors qu'il s'agissait auparavant d'une option) d'accorder d'une part, sous le respect de certaines conditions, une dispense de l'approbation de la fusion ou de la scission par l'assemblée générale de la société absorbante, respectivement de la société scindée, et d'autre part, certaines dérogations aux obligations en matière d'établissement de rapports et d'informations. Ces options ayant été exercées par le Luxembourg lors de la transposition des 3e et 6e directives, il n'y a plus lieu à adapter la loi de 1915 sur ces points.

*

1 JO L 259 du 2.10.2009, p. 14

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article unique

(1) L'insertion d'un nouvel alinéa à l'article 264 résulte de la transposition de l'article 2(3) de la directive 2009/109/CE ayant inséré un nouvel alinéa à l'article 8 de la 3e directive.

(2) Les mots „Les organes d'administration ou de direction“ remplacent les mots „L'organe de direction ou d'administration“ à l'actuel texte de l'article 265 qui devient un paragraphe (1).

L'ajout d'un paragraphe (2) résulte de la transposition de l'article 2(4) de la directive 2009/109/CE ayant inséré un nouveau paragraphe (2) à l'article 9 de la 3e directive consistant en une adaptation à la disposition parallèle de l'article 7, paragraphe (3) de la 6e directive. Ces nouvelles dispositions obligent les organes d'administration ou de direction à informer l'assemblée générale des modifications apportées entre le moment de l'établissement du projet commun de fusion et la date de la réunion de l'assemblée générale.

Quant au nouveau paragraphe (3), le projet de loi reprend la possibilité introduite par l'article 2(4) de la directive 2009/109/CE par la modification de l'article 9(3) de la 3e directive consistant à laisser le choix aux législations nationales de prévoir une dérogation au rapport visé au paragraphe (1) ainsi qu'aux informations visées au paragraphe (2) lorsque les associés de toutes les sociétés concernées en ont ainsi décidé. Il est à noter que suite à l'introduction de cette possibilité de renoncer au rapport des organes d'administration ou de direction, il a été nécessaire d'adapter le texte du point d) à l'article 267, paragraphe (1) en ajoutant les mots „le cas échéant“ pour marquer le fait que ce rapport ne sera pas disponible au cas où les associés y auraient renoncé.

(3) Dans un souci de protection des créanciers, la modification apportée au paragraphe (3) de l'article 266 par l'ajout des mots „lorsqu'un rapport sur le projet commun de fusion est établi“ vise à assurer qu'au cas où tous les associés des sociétés participant à la fusion exercent leur faculté de renonciation au rapport d'expert, l'établissement d'un rapport sur les apports autres qu'en numéraire reste alors obligatoire.

(4) L'ajout d'un alinéa 2 au paragraphe (1) de l'article 267 résulte de la transposition de l'article 2 (5) de la directive 2009/109/CE insérant un nouvel alinéa à l'article 11 (1) de la 3e directive imposant l'obligation de prévoir qu'une société n'a pas d'obligation d'établir un état comptable, si elle publie un rapport financier semestriel conformément à l'article 5 de la directive 2004/109/CE. En outre, le projet de loi reprend l'option qui permet de prévoir une dérogation supplémentaire au cas où les associés en ont décidé ainsi.

Pour cette raison, le point c) du même paragraphe a dû être adapté par l'ajout des mots „le cas échéant“. La même adaptation a dû être apportée au point d) afin de tenir compte de la nouvelle dérogation prévue à l'article 265, paragraphe (3).

L'ajout d'un nouvel alinéa 2 au paragraphe (3) du même article a pour objet de transposer l'article 11 (3), tel que modifié par l'article 2(5), b) de la directive 2009/109/CE.

Quant à l'ajout d'un nouveau paragraphe (4), le premier alinéa a pour objet de transposer l'article 11 (4), alinéa 1er de la 3e directive, tel que modifié par l'article 2 (5), c) de la directive 2009/109/CE, imposant l'obligation de dispenser une société de l'obligation de mettre à disposition les documents visés au paragraphe (1), à son siège social si, pendant une période continue commençant un mois au moins avant le jour fixé pour la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet commun de fusion et ne s'achevant pas avant la fin de cette assemblée, elle les met à disposition sur son site internet.

En ce qui concerne l'alinéa 2 du paragraphe (4), il a pour objet de transposer l'article 11(4), alinéa 2 de la 3e directive, tel que modifié par la directive 2009/109/CE. Par ailleurs, une option est ouverte aux législations nationales consistant à leur donner la possibilité de prévoir que dans le cas visé à l'alinéa 2, la société sera obligée de mettre à disposition ces documents à son siège social. Le projet de loi reprend cette option en raison du fait que cette mise à disposition ne cause pas de frais supplémentaires pour la société et donne plus de substance aux documents. De plus, cette mesure a vocation d'écarter les problèmes d'authenticité des documents ainsi que les problèmes de consultations suite à une éventuelle interruption technique du site internet. Par conséquent, l'exercice de cette option rend inutile de reprendre la possibilité ouverte aux Etats membres à l'alinéa 3 de l'article 11 (4) de la

3e directive, tel que modifié par la directive 2009/109/CE, de déterminer les conséquences d'une interruption temporaire, pour des raisons techniques ou autres, de l'accès au site internet.

Finalement, le projet de loi ne reprend pas l'option supplémentaire prévue au même alinéa 3 de l'article 11(4) de la 3e directive, permettant aux législations nationales d'imposer des exigences supplémentaires consistant à exiger des sociétés qu'elles maintiennent ces informations sur leur site internet pendant une certaine période après l'assemblée générale. L'utilité du maintien de cette information sur le site internet d'une société est laissée à l'appréciation de la société. Pour le reste, il est rappelé que le projet commun de fusion et les comptes annuels sont déposés au RCS et font l'objet de publicité au Mémorial et donc restent accessibles après l'assemblée générale pour tout intéressé.

(5) Les modifications apportées au paragraphe (1) de l'article 268 correspondent aux modifications apportées par l'article 2(6) de la directive 2009/109/CE à l'article 13 (2) de la 3e directive.

(6) Au paragraphe (4) de l'article 277, les mots „à la constitution de la nouvelle société“ ont été supprimés afin de mettre en évidence l'exercice de l'option prévue à l'article 27 (3) de la 2e directive, tel que modifié par l'article 1 (3) de la directive 2009/109/CE, permettant de prévoir une dispense de rapport sur les apports autres qu'en numéraire, lorsque un rapport d'expert indépendant sur le projet commun de fusion est établi en cas d'augmentation de capital effectuée pour réaliser une fusion.

(7) L'article 279 correspond à l'article 25 de la 3e directive qui prévoit désormais pour les Etats membres l'obligation (alors qu'il s'agissait auparavant d'une option), d'accorder, sous certaines conditions, une dispense de l'approbation de la fusion par les assemblées générales de chacune des sociétés qui fusionnent. Cette option a déjà été exercée par le Luxembourg lors de la transposition de la 3e directive, néanmoins, le texte du paragraphe (1) de l'article 279 a été légèrement adapté pour mettre sa formulation en ligne avec celle qui résulte de la directive 2009/109/CE. Ainsi, les modifications apportées au paragraphe (1) de l'article 279 correspondent aux modifications apportées à l'article 25, b) et c) de la 3e directive par l'article 2 (9) de la directive 2009/109/CE.

(8) L'article 281 correspond à l'article 27 de la 3e directive qui prévoit désormais pour les Etats membres l'obligation (alors qu'il s'agissait auparavant d'une option), d'accorder, sous certaines conditions, une dispense de l'approbation de la fusion par l'assemblée générale de la société absorbante. Cette option a déjà été exercée par le Luxembourg lors de la transposition de la 3e directive, néanmoins, le texte du paragraphe (1) de l'article 281 a été légèrement adapté pour mettre sa formulation en ligne avec celle qui résulte de la directive 2009/109/CE. Ainsi, les modifications apportées ici correspondent aux modifications apportées par l'article 2 (10) de la directive 2009/109/CE à l'article 27, b) et c) de la 3e directive. De même, certaines corrections rédactionnelles ont été faites afin de tenir compte de la terminologie employée à l'article 27 de la 3e directive, ainsi qu'à l'article 15 (2) de la directive 2005/56/CE en ce qui concerne le paragraphe (2) de l'article 281.

(9) Les modifications correspondent aux modifications apportées à l'article 6 de la 6e directive, tel que modifiée par l'article 3 (2) de la directive 2009/109/CE.

(10) La modification du paragraphe (3) de l'article 294 résulte de l'extension aux scissions par le projet de loi des options prévues aux articles 10 (5) et 27 (3) de la 2e directive, tels que modifiés, permettant une dispense du rapport sur les apports autres qu'en numéraire, lorsqu'un rapport d'expert indépendant est établi en cas de constitution de nouvelle société ou en cas d'augmentation de capital. Pour le reste, l'article 266 (3) ayant le même contenu que l'article 294 (3), il peut être renvoyé au commentaire de cet article.

(11) Cet article reprend en substance l'article 9 de la 6e directive, tel que modifié par l'article 3 (5) de la directive 2009/109/CE. L'article 267 ayant le même contenu que l'article 295, il peut être renvoyé au commentaire de cet article.

(12) Les modifications apportées ici correspondent aux modifications apportées par l'article 3 (6) de la directive 2009/109/CE à l'article 12 (2) de la 6e directive.

(13) L'article 306 correspond à l'article 20 de la 6e directive qui prévoit désormais pour les Etats membres l'obligation (alors qu'il s'agissait auparavant d'une option), d'accorder, sous certaines condi-

tions, une dispense de l'approbation de la scission par l'assemblée générale de la société scindée. Cette option a déjà été exercée par le Luxembourg lors de la transposition de la 6e directive, néanmoins, le texte de l'article 306 a été légèrement adapté pour mettre sa formulation en ligne avec celle qui résulte de la directive 2009/109/CE. Ainsi, les modifications apportées correspondent aux modifications apportées à l'article 20, b), c), et d) de la 6e directive par l'article 3 (7) de la directive 2009/109/CE. Ont également été ajoutés les mots „Sans préjudice de l'article 292“ en début de phrase afin de mettre le texte en ligne avec la partie introductive de l'article 20 de la 6e directive.

(14) L'article 307 correspond à l'article 22 de la 6e directive qui prévoit désormais pour les Etats membres l'obligation (alors qu'il s'agissait auparavant d'une option), d'accorder, sous certaines conditions, une dispense de certaines exigences en matière d'établissement de rapport. Cette option a déjà été exercée par le Luxembourg lors de la transposition de la 6e directive, néanmoins, le texte de l'article 307 a été légèrement adapté pour mettre sa formulation en ligne avec celle qui résulte de la directive 2009/109/CE. Ainsi, l'adaptation du paragraphe (5) de l'article 307 correspond à l'ajout au paragraphe (5) de l'article 22 de la 6e directive, de la référence à l'article 7 de la 6e directive. Quant à la modification du paragraphe (4) de ce même article, elle résulte de l'exercice de l'option prévue à l'article 10 (5) de la 2e directive. L'article 294 (3) ayant le même contenu que l'article 307(4), il peut être renvoyé au commentaire de cet article.

*

TABLEAU DE CORRESPONDANCE

(LSC = Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales)

[2e directive = directive 77/91/CEE]

[3e directive = directive 78/855/CEE]

[6e directive = directive 82/891/CEE]

[(05/56) = directive 2005/56/CE]

<i>Directive 2009/109/CE</i>	<i>Modifiant une directive existante</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 1, point 1	2e directive, article 1er, par. 1, 14e tiret	N'implique pas de modification: Pas de transposition nécessaire.
Article 1, point 2	2e directive, Article 10, par. 5	Article 1 [Article 266 (3), 277(4), 294 (3) et 307 (4), (LSC)]
Article 1, point 3	2e directive, Article 27, par. 3	Article 1 [Article 266 (3), 277(4), 294 (3) et 307 (4), (LSC)]
Article 2, point 1	3e directive, Article 1er, par. 1, 14e tiret	N'implique pas de modification: Pas de transposition nécessaire.
Article 2, point 2	3e directive, Article 6	N'implique pas de modification: Le Mémorial C dans lequel sont effectuées les publications en matière de droit des sociétés, est publié uniquement sous forme électronique, ce qui correspond à une plateforme électronique centrale telle que définie par l'article 3 (5) de la directive 2009/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009. Cette directive ayant codifié la directive 68/151/CEE, les modifications subséquentes ont été apportées. L'article 3 (5) de la directive 2009/101/CE correspond à l'article 3, paragraphe (4) de la directive 68/151/CEE.
Article 2, point 3	3e directive, Article 8	Article 1 [Article 264, alinéa 2, (LSC)]
Article 2, point 4	3e directive, Article 9	Article 1 [Article 265, (LSC)]
Article 2, point 5, a), i) et ii)	3e directive, Article 11, par. 1	Article 1 [Article 267 (1), (LSC)]
Article 2, point 5, b)	3e directive, Article 11, par. 3	Article 1 [Article 267 (3), (LSC)]
Article 2, point 5, c)	3e directive, Article 11, par. 4	Article 1 [Article 267 (4), (LSC)]
Article 2, point 6	3e directive, Article 13, par. 2	Article 1 [Article 268 (1), (LSC)]
Article 2, point 7	3e directive, Article 23, par. 4	N'implique pas de modification: La suppression du paragraphe (4) de l'article 23 de la 3e directive est la conséquence de la centralisation dans la 2e directive des dispositions d'exemption du rapport d'expert obligatoire.
Article 2, point 8	3e directive, Article 24	N'implique pas de modification: Ceci est déjà couvert dans l'article 278 (LSC).
Article 2, point 9, a)	3e directive, Article 25	N'implique pas de modification: Avant la modification de l'article 25 de la 3e directive par la directive 2009/109/CE, la dispense de l'application de l'article 7 sous certaines conditions n'était qu'une option. Celle-ci a été reprise en droit luxembourgeois par l'introduction de l'article 279 (LSC) par la loi du 7 septembre 1987 modifiant la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (ci-après la „loi du 7 septembre 1987“).
Article 2, point 9, b) et c)	3e directive, Article 25	Article 1 [Article 279 (1), (LSC)]

<i>Directive 2009/109/CE</i>	<i>Modifiant une directive existante</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 2, point 10, a)	3e directive, Article 27, partie introductive	N'implique pas de modification: Avant la modification de l'article 27 de la 3e directive par la directive 2009/109/CE, la dispense d'approbation de la fusion par l'assemblée générale n'était qu'une option. Celle-ci a été reprise en droit luxembourgeois par l'introduction de l'article 281 (LSC) par la loi du 7 septembre 1987.
Article 2, point 10, b)	3e directive, Article 27, b) et dernier alinéa	Article 1 [Article 281 (1), (LSC)]
Article 2, point 11, a)	3e directive, Article 28, partie introductive	N'implique pas de modification: Avant la modification de l'article 28 de la 3e directive par la directive 2009/109/CE, la dispense des exigences des articles 9, 10 et 11 n'était qu'une option. Celle-ci a été reprise en droit luxembourgeois par l'introduction de l'article 282 par la loi du 7 septembre 1987.
Article 2, point 11, b)	3e directive, Article 28, c)	N'implique pas de modification: Ceci est déjà couvert dans l'article 282 (LSC).
Article 2, point 11, c)	3e directive, Article 28, dernier alinéa	N'implique pas de modification: Notre législation nationale ne prévoit actuellement pas le régime décrit à l'article 28 de la 3e directive permettant de mettre en oeuvre l'option en question.
Article 3, point 1	6e directive, Article 4, alinéas, 2, 3, 4, 5 et 6	N'implique pas de modification: Il est renvoyé au commentaire de l'article 2, point 2.
Article 3, point 2	6e directive, Article 6, dernier alinéa	Article 1 [Article 292, (LSC)]
Article 3, point 3	6e directive, Article 7, par. 2, 2e alinéa	N'implique pas de modification: Ceci est déjà couvert dans l'article 293 (2), (LSC).
Article 3, point 4	6e directive, Article 8, par. 3	N'implique pas de modification: La suppression du paragraphe (3) de l'article 8 de la 6e directive est la conséquence de l'introduction d'un paragraphe (5) à l'article 10 de la 2e directive ainsi que de la modification de l'article 27 paragraphe (3) de la 2e directive.
Article 3, point 5, a), i), ii)	6e directive, Article 9, par. 1er, c) et d) et dernier alinéa	Article 1 [Article 295 (1), (LSC)]
Article 3, point 5, b)	6e directive, Article 9, par. 3, dernier alinéa	Article 1 [Article 295 (3), (LSC)]
Article 3, point 5, c)	6e directive, Article 9, par. 4	Article 1 [Article 295 (4), (LSC)]
Article 3, point 6	6e directive, Article 12, par. 2	Article 1 [Article 297 (1), (LSC)]
Article 3, point 7, a)	6e directive, Article 20, partie introductive	Article 1 [Article 306, partie introductive (LSC)]
Article 3, point 7, b), c)	6e directive, Article 20, b), 2e phrase, et c)	Article 1 [Article 306, b) et c), (LSC)]
Article 3, point 8, a)	6e directive, Article 22, par. 4	N'implique pas de modification: La suppression du paragraphe (4) de l'article 22 de la 6e directive est la conséquence de l'introduction du paragraphe (5) à l'article 10 de la 2e directive ainsi que de la modification de l'article 27 paragraphe (3) de la 2e directive.
Article 3, point 8, b)	6e directive, Article 22, par. 5	Article 1 [Article 307 (6), (LSC)]
Article 4, point 1	[05/56], Article 6, par. 1er	N'implique pas de modification: Il est renvoyé au commentaire de l'article 2, point 2.
Article 4, point 2	[05/56], Article 15, par. 2	Article 1 [Article 281 (2), (LSC)]

<i>Directive 2009/109/CE</i>	<i>Modifiant une directive existante</i>	<i>Projet de loi</i>
Article 5	N/A	N'implique pas de modification législative
Article 6	N/A	N'implique pas de modification législative
Article 7	N/A	N'implique pas de modification législative
Article 8	N/A	N'implique pas de modification législative

*

DIRECTIVE 2009/109/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

du 16 septembre 2009

modifiant les directives 77/91/CEE, 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil ainsi que la directive 2005/56/CE en ce qui concerne les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

78/855/CEE du Conseil du 9 octobre 1978 fondée sur l'article 54, paragraphe 3, point g), du traité et concernant les fusions des sociétés anonymes ⁽⁴⁾.

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 44, paragraphe 2, point g),

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Comité économique et social européen ⁽¹⁾,

statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité ⁽²⁾,

considérant ce qui suit:

(1) Le Conseil européen est convenu, lors de sa réunion des 8 et 9 mars 2007, que les charges administratives imposées aux sociétés devraient être réduites de 25 % d'ici à 2012 afin de renforcer la compétitivité des sociétés dans la Communauté.

(2) Le droit des sociétés a été identifié comme étant un domaine imposant de nombreuses obligations d'information aux sociétés, dont certaines semblent désuètes ou excessives. Il est donc approprié de réviser ces obligations et, s'il y a lieu, de réduire les charges administratives pesant sur les sociétés, au sein de la Communauté, au minimum nécessaire pour protéger les intérêts des autres parties intéressées.

(3) Il convient d'adapter aux modifications du droit finlandais des sociétés le champ d'application de la deuxième directive 77/91/CEE du Conseil du 13 décembre 1976 tendant à coordonner pour les rendre équivalentes les garanties qui sont exigées dans les États membres des sociétés au sens de l'article 58, deuxième alinéa, du traité, en vue de la protection des intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital ⁽³⁾, et de la troisième directive

(4) Les sites internet des sociétés ou d'autres sites internet offrent, dans certains cas, une solution se substituant à la publicité par la voie des registres des sociétés. Les États membres devraient pouvoir désigner ces autres sites internet que les sociétés peuvent utiliser gratuitement pour cette publicité, tels que des sites internet d'associations d'entrepreneurs ou de chambres de commerce ou la plate-forme électronique centrale visée par la première directive 68/151/CEE du Conseil du 9 mars 1968 tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de l'article 58, deuxième alinéa, du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers ⁽⁵⁾. Lorsqu'il est possible d'utiliser les sites internet des sociétés ou d'autres sites internet pour la publicité des projets de fusion ou de scission et d'autres documents qui doivent être à cette occasion mis à la disposition des actionnaires et des créanciers, certaines garanties devraient être respectées concernant la sécurité du site internet et l'authenticité des documents.

(5) Les obligations de publicité concernant les projets de fusion dans le cas des fusions transfrontalières en vertu de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux ⁽⁶⁾ devraient être similaires à celles qui sont applicables aux fusions et aux scissions nationales en vertu de la directive 78/855/CEE et de la sixième directive 82/891/CEE du Conseil du 17 décembre 1982 fondée sur l'article 54, paragraphe 3, point g), du traité et concernant les scissions des sociétés anonymes ⁽⁷⁾.

(6) Il convient que les États membres puissent prévoir qu'il n'est pas nécessaire de respecter les obligations en matière de rapports détaillés et d'information applicables aux fusions et aux scissions des sociétés, prévues à l'article 9 et à l'article 11, paragraphe 1, point c), de la directive 78/855/CEE ainsi qu'à l'article 7 et à l'article 9, paragraphe 1, point c), de la directive 82/891/CEE, si tous les actionnaires des sociétés participant à la fusion ou à la scission s'accordent sur le fait que l'on peut se dispenser de respecter lesdites obligations.

⁽¹⁾ Avis du 25 février 2009 (non encore paru au Journal officiel).

⁽²⁾ Avis du Parlement européen du 22 avril 2009 (non encore paru au Journal officiel) et décision du Conseil du 27 juillet 2009.

⁽³⁾ JO L 26 du 31.1.1977, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 295 du 20.10.1978, p. 36.

⁽⁵⁾ JO L 65 du 14.3.1968, p. 8.

⁽⁶⁾ JO L 310 du 25.11.2005, p. 1.

⁽⁷⁾ JO L 378 du 31.12.1982, p. 47.

- (7) Toute modification des directives 78/855/CEE et 82/891/CEE autorisant un tel accord des actionnaires devrait intervenir sans préjudice des systèmes de protection des intérêts des créanciers des sociétés concernées, ainsi que des dispositions visant à garantir la communication des informations nécessaires aux travailleurs de ces sociétés et aux autorités publiques, telles que l'administration fiscale, chargées du contrôle de la fusion ou de la scission conformément au droit communautaire en vigueur.
- (8) Il est inutile d'imposer l'obligation de dresser un état comptable lorsque l'émetteur dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé publie des rapports financiers semestriels, conformément à la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé⁽¹⁾.
- (9) Un rapport d'expert indépendant tel qu'il est prévu par la directive 77/91/CEE n'est souvent pas nécessaire dans la mesure où un rapport d'expert indépendant visant à protéger les intérêts des actionnaires ou des créanciers doit également être établi dans le cadre de la fusion ou de la scission. Les États membres devraient donc avoir en pareil cas la possibilité de dispenser les sociétés de l'obligation de rapport prévue par la directive 77/91/CEE ou de prévoir que ces deux rapports peuvent être établis par le même expert.
- (10) Les fusions entre les sociétés mères et leurs filiales ont une incidence économique réduite sur les actionnaires et les créanciers lorsque la société mère détient, dans la filiale, au moins 90 % des actions et autres titres conférant un droit de vote. Il en va de même dans le cas de certaines scissions, notamment lorsque les sociétés sont scindées en de nouvelles sociétés détenues par les actionnaires au prorata de leurs droits dans la société scindée. En pareil cas, les obligations en matière de rapport résultant des directives 78/855/CEE et 82/891/CEE devraient donc être réduites.
- (11) Étant donné que l'objectif de la présente directive, à savoir la réduction des charges administratives découlant notamment des obligations de publicité et de documentation imposées aux sociétés anonymes au sein de la Communauté, ne peut pas être réalisé de manière suffisante par les États membres et peut donc, en raison de son importance et de ses effets, être mieux réalisé au niveau communautaire, la Communauté peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, la présente directive n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.
- (12) Il convient donc de modifier en conséquence les directives 77/91/CEE, 78/855/CEE, 82/891/CEE et 2005/56/CE.
- (13) Conformément au point 34 de l'accord interinstitutionnel «Mieux légiférer»⁽²⁾, les États membres sont encouragés à établir, pour eux-mêmes et dans l'intérêt de la Communauté, leurs propres tableaux qui illustrent, dans la mesure du possible, la concordance entre la présente directive et les mesures de transposition et à les rendre publics,

ONT ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

Article premier

Modifications apportées à la directive 77/91/CEE

La directive 77/91/CEE est modifiée comme suit:

- 1) À l'article 1^{er}, paragraphe 1, le quatorzième tiret est remplacé par le texte suivant:

«— pour la Finlande: *julkinen osakeyhtiö/publikt aktiebolag*»

- 2) À l'article 10, le paragraphe suivant est ajouté:

«5. Les États membres peuvent décider de ne pas appliquer le présent article en cas de constitution d'une nouvelle société au moyen d'une fusion ou d'une scission lorsqu'un rapport d'expert indépendant sur le projet de fusion ou de scission est établi.

Lorsque les États membres décident d'appliquer le présent article dans les cas visés au premier alinéa, ils peuvent prévoir que le rapport établi en application du présent article ainsi que le rapport d'expert indépendant sur le projet de fusion ou de scission peuvent être établis par le même expert ou les mêmes experts.»

- 3) À l'article 27, le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. Les États membres peuvent décider de ne pas appliquer le paragraphe 2 lorsque l'augmentation du capital souscrit est effectuée pour réaliser une fusion, une scission ou une offre publique d'achat ou d'échange d'actions et en vue de rémunérer les actionnaires de la société absorbée ou scindée ou faisant l'objet de l'offre publique d'achat ou d'échange d'actions.

⁽¹⁾ JO L 390 du 31.12.2004, p. 38.

⁽²⁾ JO C 321 du 31.12.2003, p. 1.

Toutefois, dans le cas d'une fusion ou d'une scission, les États membres n'appliquent le premier alinéa que lorsqu'un rapport d'expert indépendant sur le projet de fusion ou de scission est établi.

Lorsque les États membres décident d'appliquer le paragraphe 2 dans le cas d'une fusion ou d'une scission, ils peuvent prévoir que le rapport établi en application du présent article ainsi que le rapport d'expert indépendant sur le projet de fusion ou de scission peuvent être établis par le même expert ou les mêmes experts.»

Article 2

Modifications apportées à la directive 78/855/CEE

La directive 78/855/CEE est modifiée comme suit:

- 1) À l'article 1^{er}, paragraphe 1, le quatorzième tiret est remplacé par le texte suivant:

«— pour la Finlande: julkinen osakeyhtiö/publikt aktiebolag,»

- 2) À l'article 6, les alinéas suivants sont ajoutés:

«Une société qui fusionne est dispensée de l'obligation de publicité prévue par l'article 3 de la directive 68/151/CEE si, pendant une période continue commençant un mois au moins avant la date fixée pour l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de fusion et ne s'achevant pas avant la fin de cette assemblée, elle met gratuitement à la disposition du public ce projet de fusion sur son site internet. Les États membres ne soumettent pas cette dispense à d'autres exigences ou contraintes que celles qui sont nécessaires pour garantir la sécurité du site internet et l'authenticité des documents et ils ne peuvent imposer de telles exigences ou contraintes que dans la mesure où elles sont proportionnées à la réalisation de ces objectifs.

Par dérogation au deuxième alinéa, les États membres peuvent exiger que la publicité soit assurée au moyen de la plate-forme électronique centrale visée à l'article 3, paragraphe 4, de la directive 68/151/CEE. Les États membres peuvent, en tant que méthode de remplacement, demander que cette publicité soit effectuée sur un autre site internet désigné par eux à cet effet. Lorsqu'ils ont recours à l'une de ces possibilités, les États membres veillent à ce qu'il ne soit pas demandé aux sociétés d'acquitter des frais spécifiques pour cette publicité.

En cas d'utilisation d'un autre site internet que la plate-forme électronique centrale, une référence permettant d'accéder à ce site internet est publiée sur la plate-forme électronique centrale, au moins un mois avant la date fixée

pour l'assemblée générale. Ladite référence inclut la date de publication du projet de fusion sur le site internet et est accessible gratuitement au public. Il n'est pas demandé aux sociétés d'acquitter des frais spécifiques pour cette publicité.

L'interdiction de demander aux sociétés d'acquitter des frais spécifiques pour la publicité, prévue aux troisième et quatrième alinéas, ne porte pas atteinte à la faculté qu'ont les États membres de répercuter sur les sociétés les coûts liés à la plate-forme électronique centrale.

Les États membres peuvent exiger des sociétés qu'elles maintiennent ces informations, pendant une certaine période après l'assemblée générale, sur leur site internet ou, le cas échéant, sur la plate-forme électronique centrale ou l'autre site internet désigné par l'État membre concerné. Les États membres peuvent déterminer les conséquences d'une interruption temporaire, pour des raisons techniques ou autres, de l'accès au site internet ou à la plate-forme électronique centrale.»

- 3) À l'article 8, l'alinéa suivant est ajouté:

«Aux fins du premier alinéa, point b), l'article 11, paragraphes 2, 3 et 4, est applicable.»

- 4) L'article 9 est remplacé par le texte suivant:

«Article 9

1. Les organes d'administration ou de direction de chacune des sociétés qui fusionnent établissent un rapport écrit détaillé expliquant et justifiant du point de vue juridique et économique le projet de fusion et, en particulier, le rapport d'échange des actions.

Ce rapport indique, en outre, les difficultés particulières d'évaluation, s'il en existe.

2. Les organes d'administration ou de direction de chacune des sociétés concernées informent leur assemblée générale respective, ainsi que les organes d'administration ou de direction des autres sociétés concernées pour qu'ils puissent informer leur assemblée générale respective, de toute modification importante de l'actif et du passif qui a eu lieu entre la date de l'établissement du projet de fusion et la date de réunion des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

3. Les États membres peuvent prévoir que le rapport visé au paragraphe 1 et/ou les informations visées au paragraphe 2 ne sont pas requis si tous les actionnaires et les porteurs des autres titres conférant un droit de vote de chacune des sociétés participant à la fusion en ont décidé ainsi.»

5) L'article 11 est modifié comme suit:

a) le paragraphe 1 est modifié comme suit:

i) les points c) et d) sont remplacés par le texte suivant:

«c) le cas échéant, un état comptable arrêté à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédant la date du projet de fusion au cas où les derniers comptes annuels se rapportent à un exercice dont la fin est antérieure de plus de six mois à cette date;

d) le cas échéant, les rapports des organes d'administration ou de direction des sociétés qui fusionnent, prévus à l'article 9;»

ii) l'alinéa suivant est ajouté:

«Aux fins du premier alinéa, point c), un état comptable n'est pas requis si la société publie un rapport financier semestriel conformément à l'article 5 de la directive 2004/109/CE et le met à la disposition des actionnaires conformément au présent paragraphe. En outre, les États membres peuvent prévoir qu'un état comptable n'est pas requis si tous les actionnaires et les porteurs de autres titres conférant un droit de vote de chacune des sociétés participant à la fusion en sont ainsi convenus.»

b) au paragraphe 3, l'alinéa suivant est ajouté:

«Lorsqu'un actionnaire a consenti à l'utilisation, par la société, de moyens électroniques pour la communication des informations, les copies peuvent être fournies par courrier électronique.»

c) le paragraphe suivant est ajouté:

«4. Une société est dispensée de l'obligation de mettre à disposition les documents visés au paragraphe 1 à son siège social si, pendant une période continue commençant un mois au moins avant le jour fixé pour la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de fusion et ne s'achevant pas avant la fin de cette assemblée, elle les met à disposition sur son site internet. Les États membres ne soumettent pas cette dispense à d'autres exigences ou contraintes que celles qui sont nécessaires pour garantir la sécurité du site internet et l'authenticité des documents et ils ne

peuvent imposer de telles exigences ou contraintes que dans la mesure où elles sont proportionnées à la réalisation de ces objectifs.

Le paragraphe 3 ne s'applique pas si le site internet donne aux actionnaires, pendant toute la période visée au premier alinéa du présent paragraphe, la possibilité de télécharger et d'imprimer les documents visés au paragraphe 1. Toutefois, dans ce cas, les États membres peuvent prévoir que la société doit mettre à disposition ces documents à son siège social, où ils pourront être consultés par les actionnaires.

Les États membres peuvent exiger des sociétés qu'elles maintiennent ces informations sur leur site internet pendant une certaine période après l'assemblée générale. Les États membres peuvent déterminer les conséquences d'une interruption temporaire, pour des raisons techniques ou autres, de l'accès au site internet.»

6) À l'article 13, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

«2. À cet effet, les législations des États membres prévoient, au moins, que ces créanciers ont le droit d'obtenir des garanties adéquates lorsque la situation financière des sociétés qui fusionnent rend cette protection nécessaire et que ces créanciers ne disposent pas déjà de telles garanties.

Les États membres fixent les conditions de la protection prévue au paragraphe 1 et au premier alinéa du présent paragraphe. En tout état de cause, les États membres veillent à ce que les créanciers puissent saisir l'autorité administrative ou judiciaire compétente pour obtenir des garanties adéquates, dès lors qu'ils peuvent démontrer, de manière crédible, que la fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que la société ne leur a pas fourni de garanties adéquates.»

7) À l'article 23, le paragraphe 4 est supprimé.

8) L'article 24 est modifié comme suit:

a) la deuxième phrase est remplacée par le texte suivant:

«Cette opération est soumise aux dispositions du chapitre II.»

b) la phrase suivante est ajoutée:

«Toutefois, les États membres n'imposent pas les exigences énoncées à l'article 5, paragraphe 2, points b), c) et d), aux articles 9 et 10, à l'article 11, paragraphe 1, points d) et e), à l'article 19, paragraphe 1, point b), ainsi qu'aux articles 20 et 21.»

9) L'article 25 est modifié comme suit:

a) la partie introductive est remplacée par le texte suivant:

«Les États membres n'appliquent pas l'article 7 à l'opération visée à l'article 24 si les conditions suivantes sont remplies:»

b) au point b), la deuxième phrase est supprimée;

c) l'alinéa suivant est ajouté:

«Aux fins du premier alinéa, point b), l'article 11, paragraphes 2, 3 et 4, est applicable.»

10) L'article 27 est modifié comme suit:

a) la partie introductive est remplacée par le texte suivant:

«Lorsqu'une fusion par absorption est effectuée par une société qui détient au moins 90 %, mais pas la totalité, des actions et des autres titres conférant un droit de vote aux assemblées générales de la société ou des sociétés absorbées, les États membres n'imposent pas l'approbation de la fusion par l'assemblée générale de la société absorbante si les conditions suivantes sont remplies:»

b) le point b) est remplacé par le texte suivant:

«b) tous les actionnaires de la société absorbante doivent avoir le droit, un mois au moins avant la date indiquée au point a), de prendre connaissance des documents mentionnés à l'article 11, paragraphe 1, points a) et b) et, le cas échéant, à l'article 11, paragraphe 1, points c), d) et e), au siège social de la société;»

c) l'alinéa suivant est ajouté:

«Aux fins du premier alinéa, point b), l'article 11, paragraphes 2, 3 et 4, est applicable.»

11) L'article 28 est modifié comme suit:

a) la partie introductive est remplacée par le texte suivant:

«Les États membres n'imposent pas les exigences énoncées aux articles 9, 10 et 11 en cas de fusion au sens de l'article 27 si les conditions suivantes sont remplies:»

b) au point c), les termes suivants sont ajoutés:

«ou par une autorité administrative désignée à cet effet par l'État membre.»

c) l'alinéa suivant est ajouté:

«Un État membre peut ne pas appliquer le premier alinéa si sa législation autorise la société absorbante, sans qu'il y ait eu préalablement d'offre publique d'achat, à exiger de tous les porteurs des titres restants de la société ou des sociétés à absorber qu'ils lui vendent ces titres avant la fusion à un prix équitable.»

Article 3

Modifications apportées à la directive 82/891/CEE

La directive 82/891/CEE est modifiée comme suit:

1) À l'article 4, les alinéas suivants sont ajoutés:

«Toute société participant à la scission est dispensée de l'obligation de publicité prévue par l'article 3 de la directive 68/151/CEE si, pendant une période continue commençant un mois au moins avant la date fixée pour l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de scission et ne s'achevant pas avant la fin de cette assemblée, elle met gratuitement à la disposition du public ce projet de scission sur son site internet. Les États membres ne soumettent pas cette dispense à d'autres exigences ou contraintes que celles qui sont nécessaires pour garantir la sécurité du site internet et l'authenticité des documents et ils ne peuvent imposer de telles exigences ou contraintes que dans la mesure où elles sont proportionnées à la réalisation de ces objectifs.

Par dérogation au deuxième alinéa, les États membres peuvent exiger que la publicité soit assurée au moyen de la plate-forme électronique centrale visée à l'article 3, paragraphe 4, de la directive 68/151/CEE. Les États membres peuvent, en tant que méthode de remplacement, demander que cette publicité soit effectuée sur un autre site

internet désigné par eux à cet effet. Lorsqu'ils ont recours à l'une de ces possibilités, les États membres veillent à ce qu'il ne soit pas demandé aux sociétés d'acquitter des frais spécifiques pour cette publicité.

En cas d'utilisation d'un autre site internet que la plate-forme électronique centrale, une référence permettant d'accéder à ce site internet est publiée sur la plate-forme électronique centrale, au moins un mois avant la date fixée pour l'assemblée générale. Ladite référence inclut la date de publication du projet de scission sur le site internet et est accessible gratuitement au public. Il n'est pas demandé aux sociétés d'acquitter des frais spécifiques pour cette publicité.

L'interdiction de demander aux sociétés d'acquitter des frais spécifiques pour la publicité, prévue aux troisième et quatrième alinéas, ne porte pas atteinte à la faculté qu'ont les États membres de répercuter sur les sociétés les coûts liés à la plate-forme électronique centrale.

Les États membres peuvent exiger des sociétés qu'elles maintiennent ces informations, pendant une certaine période après l'assemblée générale, sur leur site internet ou, le cas échéant, sur la plate-forme électronique centrale ou l'autre site internet désigné par l'État membre concerné. Les États membres peuvent déterminer les conséquences d'une interruption temporaire, pour des raisons techniques ou autres, de l'accès au site internet ou à la plate-forme électronique centrale.»

2) À l'article 6, l'alinéa suivant est ajouté:

«Aux fins du premier alinéa, point b), l'article 9, paragraphes 2, 3 et 4, est applicable.»

3) À l'article 7, paragraphe 2, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Le cas échéant, il mentionne l'établissement du rapport sur la vérification des apports autres qu'en numéraire, visé à l'article 27, paragraphe 2, de la directive 77/91/CEE, pour les sociétés bénéficiaires, ainsi que le registre auprès duquel ce rapport doit être déposé.»

4) À l'article 8, le paragraphe 3 est supprimé.

5) L'article 9 est modifié comme suit:

a) le paragraphe 1 est modifié comme suit:

i) les points c) et d) sont remplacés par le texte suivant:

c) le cas échéant, un état comptable arrêté à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédant la date du projet de scission au cas où les derniers comptes annuels se rapportent à un exercice dont la fin est antérieure de plus de six mois à cette date;

d) le cas échéant, les rapports des organes d'administration ou de direction des sociétés participant à la scission, mentionnés à l'article 7, paragraphe 1;»

ii) l'alinéa suivant est ajouté:

«Aux fins du premier alinéa, point c), un état comptable n'est pas requis si la société publie un rapport financier semestriel conformément à l'article 5 de la directive 2004/109/CE et le met à la disposition des actionnaires conformément au présent paragraphe.»

b) au paragraphe 3, l'alinéa suivant est ajouté:

«Lorsqu'un actionnaire a consenti à l'utilisation, par la société, de moyens électroniques pour la communication des informations, les copies peuvent être fournies par courrier électronique.»

c) le paragraphe suivant est ajouté:

«4. Une société est dispensée de l'obligation de mettre à disposition les documents visés au paragraphe 1 à son siège social si, pendant une période continue commençant un mois au moins avant le jour fixé pour la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de scission et ne s'achevant pas avant la fin de cette assemblée, elle les met à disposition sur son site internet. Les États membres ne soumettent pas cette dispense à d'autres exigences ou contraintes que celles qui sont nécessaires pour garantir la sécurité du site internet et l'authenticité des documents et ils ne peuvent imposer de telles exigences ou contraintes que dans la mesure où elles sont proportionnées à la réalisation de ces objectifs.»

Le paragraphe 3 ne s'applique pas si le site internet donne aux actionnaires, pendant toute la période visée au premier alinéa du présent paragraphe, la possibilité de télécharger et d'imprimer les documents visés au paragraphe 1. Toutefois, dans ce cas, les États membres peuvent prévoir que la société doit mettre à disposition ces documents à son siège social, où ils pourront être consultés par les actionnaires.

Les États membres peuvent exiger des sociétés qu'elles maintiennent ces informations sur leur site internet pendant une certaine période après l'assemblée générale. Les États membres peuvent déterminer les conséquences d'une interruption temporaire, pour des raisons techniques ou autres, de l'accès au site internet.»

- 6) À l'article 12, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

«2. À cet effet, les législations des États membres prévoient au moins que ces créanciers ont le droit d'obtenir des garanties adéquates lorsque la situation financière de la société scindée ainsi que celle de la société à laquelle l'obligation sera transférée conformément au projet de scission rend cette protection nécessaire et que ces créanciers ne disposent pas déjà de telles garanties.

Les États membres fixent les conditions de la protection prévue au paragraphe 1 et au premier alinéa du présent paragraphe. En tout état de cause, les États membres veillent à ce que les créanciers puissent saisir l'autorité administrative ou judiciaire compétente pour obtenir des garanties adéquates, dès lors qu'ils peuvent démontrer, de manière crédible, que la scission constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que la société ne leur a pas fourni de garanties adéquates.»

- 7) L'article 20 est modifié comme suit:

- a) la partie introductive est remplacée par le texte suivant:

«Sans préjudice de l'article 6, les États membres n'imposent pas l'approbation de la scission par l'assemblée générale de la société scindée si les sociétés bénéficiaires sont, dans leur ensemble, titulaires de toutes les actions de la société scindée et de tous les autres titres conférant un droit de vote aux assemblées générales de la société scindée et que les conditions suivantes sont remplies:»

- b) au point b), la deuxième phrase est supprimée;

- c) le point c) est supprimé;

- d) l'alinéa suivant est ajouté:

«Aux fins du premier alinéa, point b), l'article 9, paragraphes 2, 3 et 4, ainsi que l'article 10 sont applicables.»

- 8) L'article 22 est modifié comme suit:

- a) le paragraphe 4 est supprimé;

- b) le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:

«5. Les États membres n'imposent pas les exigences énoncées aux articles 7 et 8 et à l'article 9, paragraphe 1, points c), d) et e), lorsque les actions de chacune des nouvelles sociétés sont attribuées aux actionnaires de la société scindée proportionnellement à leurs droits dans le capital de cette société.»

Article 4

Modifications apportées à la directive 2005/56/CE

La directive 2005/56/CE est modifiée comme suit:

- 1) À l'article 6, paragraphe 1, les alinéas suivants sont ajoutés:

«Une société qui fusionne est dispensée de l'obligation de publicité prévue par l'article 3 de la directive 68/151/CEE si, pendant une période continue commençant un mois au moins avant la date fixée pour l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet commun de fusion transfrontalière et ne s'achevant pas avant la fin de cette assemblée, elle met gratuitement à la disposition du public ledit projet de fusion sur son site internet. Les États membres ne soumettent pas cette dispense à d'autres exigences ou contraintes que celles qui sont nécessaires pour garantir la sécurité du site internet et l'authenticité des documents et ils ne peuvent imposer de telles exigences ou contraintes que dans la mesure où elles sont proportionnées à la réalisation de ces objectifs.

Par dérogation au deuxième alinéa, les États membres peuvent exiger que la publicité soit assurée au moyen de la plate-forme électronique centrale visée à l'article 3, paragraphe 4, de la directive 68/151/CEE. Les États membres peuvent, en tant que méthode de remplacement, demander que cette publicité soit effectuée sur un autre site internet désigné par eux à cet effet. Lorsqu'ils ont recours à l'une de ces possibilités, les États membres veillent à ce qu'il ne soit pas demandé aux sociétés d'acquitter des frais spécifiques pour cette publicité.

En cas d'utilisation d'un autre site internet que la plate-forme électronique centrale, une référence permettant d'accéder à ce site internet est publiée sur la plate-forme électronique centrale, au moins un mois avant la date fixée pour l'assemblée générale. Ladite référence inclut la date de publication du projet commun de fusion transfrontalière sur le site internet et est accessible gratuitement au public. Il n'est pas demandé aux sociétés d'acquitter des frais spécifiques pour cette publicité.

L'interdiction de demander aux sociétés d'acquitter des frais spécifiques pour la publicité, prévue aux troisième et quatrième alinéas, ne porte pas atteinte à la faculté qu'ont les États membres de répercuter sur les sociétés les coûts liés à la plate-forme électronique centrale.

Les États membres peuvent exiger des sociétés qu'elles maintiennent ces informations, pendant une certaine période après l'assemblée générale, sur leur site internet ou, le cas échéant, sur la plate-forme électronique centrale ou l'autre site internet désigné par l'État membre concerné. Les États membres peuvent déterminer les conséquences d'une interruption temporaire, pour des raisons techniques ou autres, de l'accès au site internet ou à la plate-forme électronique centrale.»

2) À l'article 15, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

«2. Lorsqu'une fusion transfrontalière par absorption est réalisée par une société qui détient au moins 90 %, mais pas la totalité, des parts et des autres titres conférant un droit de vote aux assemblées générales de la société ou des sociétés absorbées, les rapports d'un expert indépendant ou des experts indépendants et les documents nécessaires pour le contrôle sont exigés uniquement dans la mesure où ils sont requis par la législation nationale dont relèvent la société absorbante ou la ou les sociétés absorbées, conformément à la directive 78/855/CEE.»

Article 5

Réexamen

Cinq ans après la date fixée à l'article 6, paragraphe 1, la Commission réexamine le fonctionnement des dispositions des directives 77/91/CEE, 78/855/CEE, 82/891/CEE et 2005/56/CE modifiées ou ajoutées par la présente directive, en particulier leurs effets sur la réduction des charges administratives pesant sur les sociétés, à la lumière de l'expérience acquise dans le cadre de leur application, et présente au Parlement européen et au Conseil un rapport, accompagné, si nécessaire, de propositions visant à apporter de nouvelles modifications auxdites directives.

Article 6

Transposition

1. Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 30 juin 2011. Ils communiquent immédiatement à la Commission le texte de ces dispositions.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

2. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

Article 7

Entrée en vigueur

La présente directive entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Article 8

Destinataires

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Strasbourg, le 16 septembre 2009.

Par le Parlement européen

Le président

J. BUZEK

Par le Conseil

La présidente

C. MALMSTRÖM